



IMPACT OF STATE FRAGILITY ON THE RELATIONSHIP BETWEEN FINANCIAL INCLUSION AND GROWTH ECONOMIC: CASE OF SUB SAHARAN AFRICAN COUNTRIES

IMPACT DE LA FRAGILITE DES ETATS SUR LA RELATION ENTRE L'INCLUSION FINANCIERE ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE : CAS DES PAYS DE L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

MEGNIGANG Denise Gisèle

Institut Universitaire de Technologie Fotso Victor de Bandjoun
Université de Dschang-Cameroun
Laboratoire de Recherche en Economie Mathématique (LAREM)

METSEYEM Clarisse

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Yaoundé 2-Cameroun
Laboratoire de Recherche en Economie Mathématique (LAREM)

Abstract: The main of this work is to analyze the impact of fragility states on the relationship between financial inclusion and growth. The analysis focuses on a panel of 26 countries in Sub-Saharan Africa over 2010-2018 and mobilizes twelve indicators of financial inclusion for consider its multidimensional nature. Estimation of specific effect panel models using Double Least Squares method leads two results: financial inclusion stimulates economic growth in this region; situations of fragility reduce this effect, thus allowing financial inclusion to be less growth-enhancing in fragile countries. Promotion of financial inclusion in Africa must therefore be accompanied by policies to combat fragility.

Keywords: Financial inclusion, economic growth, state fragility.

Résumé : L'objectif de cet article est d'analyser l'impact de la fragilité des Etats sur la relation entre l'inclusion financière et la croissance économique. L'analyse porte sur 26 pays de l'Afrique Sub-Saharienne couvrant la période 2010-2018 et mobilise douze indicateurs d'inclusion financière afin de tenir compte de son caractère multidimensionnel. L'estimation des modèles de panel à effet spécifiques par la méthode des Doubles Moindres Carrés aboutit à deux résultats : l'inclusion financière stimule la croissance économique dans cette région ; les situations de fragilité réduisent cet effet permettant ainsi que l'inclusion financière favorise moins la croissance dans les pays fragiles. La promotion de l'inclusion financière en Afrique doit donc s'accompagner des politiques de lutte contre la fragilité.

Mots clés : Inclusion financière, Croissance économique, Fragilité des Etats.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.11146077>

I- INTRODUCTION

Le débat sur la relation entre l'inclusion financière et la croissance économique reste d'actualité et controversé. Les études théoriques soulignent qu'un système financier inclusif favorise l'inclusion économique, l'innovation technologique, l'investissement et contribue par conséquent à la croissance économique. Deux principaux points de vue sont relevés dans la littérature empirique. Certains travaux (Onaolapo, 2015 ; Nankap et Megnigang, 2020 ; Avom et al, 2021) révèlent que l'inclusion financière stimule la croissance économique, tandis que d'autres mettent en évidence l'existence des effets de seuil dans la relation entre ces deux concepts, montrant ainsi qu'elle est conditionnée par plusieurs facteurs. Sahay et al (2015) trouvent que l'effet positif de l'inclusion financière sur la croissance diminue avec les niveaux d'inclusion et de développement financier ; il pourra devenir négatif lorsque ces derniers sont trop élevés. Selon Nana Kuindja (2020), cet effet n'est pas significatif lorsque institutions publiques en place sont faibles.

Le niveau d'inclusion financière (IF) s'est amélioré de manière considérable en Afrique Sub-Saharienne (ASS)¹ au cours de la dernière décennie en raison de l'expansion du service Mobile Money (Assadi et Cudi, 2011 ; Dontsi, 2020). Entre 2011 et 2017, le taux de bancarisation y est passé de 21 % à 33 % ; la proportion des adultes qui accèdent au crédit bancaire est passée de 4,9 % à 7 % ; la proportion des adultes disposant d'un compte Mobile Money est quant à elle passée de 12 % à 21 % (Global Findex, 2018). Malgré cette progression de l'IF, la région ASS connaît une détérioration de sa croissance économique. Entre 2010 et 2019, le taux de croissance de son PIB réel a diminué progressivement passant de 5,6 % à 2,3 % ; sur la période 2016-2019, le taux de croissance de son PIB réel/habitant a été négatif avec une valeur moyenne annuelle de -0,64 % (WDI, 2021). Ce taux est insuffisant pour éradiquer l'extrême pauvreté et jeter les bases d'un développement durable à l'horizon 2030.

Les statistiques de la banque mondiale montrent que dans leur majorité, les pays de l'ASS qui enregistrent les taux de croissance les plus faibles ou connaissent une baisse de leur croissance, sont en situation de fragilité ou victimes des phénomènes qui sont à l'origine de la fragilité. Sur la période 2010-2019, le taux de croissance du PIB réel /habitant s'est établi respectivement à -2.62 %, -1.12 %, -0.97 % et -0.2 % en moyenne annuelle au Congo (pays déstabilisé par les bandes armées), en République Centrafricaine (pays en perpétuel conflits), au Burundi (victime des crises politiques et humanitaires) et en Gambie (WDI, 2020). Sur la même période, la croissance économique a eu tendance à baisser dans beaucoup de pays fragiles

¹ Cependant, il demeure plus faible que celui des autres régions en développement.

comme on peut le constater sur le graphique A1 en annexe. Il ressort des travaux empiriques menés sur la région ASS (Ncube et al, 2014 ; Ngepah et Ngepah, 2017 ; FMI, 2019 ; Abdulfatai et Oluwatosin, 2021), que les Etats fragiles ou en conflits enregistrent un taux de croissance économique faible et des pertes énormes de croissance au fil du temps.

En ASS comme dans les autres régions en développement, l'on assiste depuis le début des années 2010 à une augmentation des conflits armés, des actes terroristes, des crises politiques et sanitaires². La situation s'est aggravée depuis 2020 avec la crise de la maladie à coronavirus (COVID-19), une catastrophe mondiale qui touche les pays riches comme les pays pauvres. Ces phénomènes déstabilisateurs ont conduit certains pays dans la fragilité et d'autres dans la situation d'extrême fragilité. La Banque africaine de développement identifie 22 pays de l'ASS comme pays en situation de fragilité (BAD, 2020). Selon l'Organisation de Coopération et de Développement Economique, cette région concentre actuellement la majorité des pays fragiles dans le Monde, avec 27³ sur 44 pays en situation de fragilité et 8⁴ sur 13 pays en situation d'extrême fragilité (OCDE, 2021).

Au regard des controverses de la littérature, de la détérioration de la croissance économique au moment de l'amélioration de l'IF et de l'aggravation des situations de fragilité, on peut s'interroger sur la relation entre l'IF et la croissance dans les pays de cette région. *L'inclusion financière contribue-t-elle à la croissance économique en ASS ? Son impact est-il influencé dans cette région par la fragilité des Etats ? L'effet de l'inclusion sur la croissance varie-t-il entre les pays fragiles et les pays non fragiles ?*

L'objectif de cette étude est d'analyser la relation entre l'inclusion financière et la croissance en tenant compte du fait que certains pays sont fragiles, le degré de fragilité n'étant le même entre les pays. Il s'agit d'évaluer non seulement l'impact de l'inclusion financière sur la croissance, mais aussi de tester la sensibilité de cet effet à l'augmentation du degré de fragilité.

² C'est le cas par exemple de : l'épidémie de la Fièvre Ebola en Afrique de l'Ouest (2013-2014) ; l'insurrection du Boko Haram au Nigéria (2009-2016) et au Cameroun (depuis 2014) ; des revendications sécessionnistes des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest au Cameroun depuis 2016, des crises sociopolitiques à répétition en RCA.

³ Il s'agit du Mali, Zimbabwe, Guinée Equatoriale, Cameroun, Ouganda, Erythrée, Nigéria, Mozambique, Madagascar, Kenya, Ethiopie, Guinée-Bissau, Guinée, Libéria, Mauritanie, Zambie, Comores, Niger, Sierra Leone, Angola, Burkina Faso, Lesotho, Togo, Tanzanie, Cote d'Ivoire, Djibouti, Gambie.

⁴ Il s'agit du Soudan du Sud, RCA, Somalie, RDC, Tchad, Burundi, Soudan et Congo.

Dans la littérature traitant de la relation entre l'IF et la croissance économique, la majorité des auteurs utilisent deux ou trois indicateurs d'IF ; ce qui ne permet pas de tenir compte de son caractère multidimensionnel et risquerait de sous-estimer son impact global. Dans les travaux utilisant les données de panel, les auteurs s'attardent sur les régressions des modèles à effets spécifiques sans toutefois essayer de traiter le biais potentiel d'endogénéité qui peut affecter les estimations. La prise en compte des spécificités des pays dans l'analyse de la relation entre l'IF et la croissance reste très peu explorée. La présente étude s'inscrit dans cette perspective, en estimant l'effet de la fragilité sur la relation entre ces deux concepts.

Comparée aux travaux antérieurs, plusieurs contributions ressortent de cette étude. *Premièrement* elle tient compte du caractère multidimensionnel de l'IF en construisant un indice composite à partir d'une dizaine d'indicateurs captant à la fois la disponibilité, l'accès et l'utilisation des services financiers. *Deuxièmement*, les indicateurs du Mobile Money sont intégrés dans chacune de ces dimensions car les progrès technologiques et notamment la téléphonie mobile, ont révolutionné la fourniture de services financiers et introduit de nouveaux modèles de service aux pauvres dans les pays africains (Dontsi, 2021 ; Avom et al, 2021). *Troisièmement*, en raison du rôle joué par la fragilité dans le processus de développement économique, nous prenons en compte le degré de fragilité des pays dans l'estimation du lien entre l'inclusion financière et la croissance. La *quatrième* contribution de cette étude réside dans le fait qu'elle tient compte d'une éventuelle hétérogénéité des données et des caractéristiques non-observables des pays en recourant aux régressions des modèles de panel à effet spécifiques. Etant donné qu'un biais potentiel d'endogénéité peut affecter les estimations du fait de la causalité inverse entre l'inclusion financière et la croissance, nous faisons recours à la méthode des Doubles Moindres Carrés (DMC) pour traiter ce biais d'endogénéité.

La suite de l'article est organisée de la manière suivante : Après la présentation de la revue de littérature sur le sujet, l'adoption d'une méthodologie appropriée aboutit à l'estimation d'un modèle économétrique dont l'analyse et la discussion des résultats permettent de faire des recommandations de politique économique pour clore l'étude.

II- REVUE DE LA LITTERATURE

II.1 Inclusion financière et croissance économique

L'inclusion financière englobe les initiatives qui rendent les services financiers disponibles, accessibles et abordables pour tous les segments de la population (Otchere, 2016). La relation entre l'IF et la croissance économique a fait l'objet des travaux théoriques et empiriques. Sur le plan théorique, les auteurs identifient plusieurs canaux via lesquels l'IF

affecte la croissance économique. Il s'agit de : l'allocation des capitaux et la diversification des risques (Obstfeld, 1994) ; la réduction des coûts d'information et de transaction qui influencent positivement les taux d'épargne, les décisions d'investissement et l'innovation technologique (Beck et al., 2007 ; Khan, 2011 ; Otchere, 2016) ; l'accès aux services financiers pour les entreprises qui ont des opportunités de croissance, les entrepreneurs qui ont des idées ou les individus qui souhaitent investir dans le capital humain (Demirgüç-Kunt et Levine, 2008 ; Demirguc-Kunt et al., 2017). L'accès de toutes les catégories sociales aux services financiers de base rend la Nation plus équitable en matière d'égalité des chances et favorise la croissance inclusive (Kelkar, 2012 ; Guièze, 2014). L'IF stimule également une croissance plus équitable dans les zones rurales et urbaines dans la mesure où la croissance financière mobilisera le bas de la pyramide (Kelkar, 2012).

Les travaux empiriques mettent généralement en évidence l'impact positif de l'IF sur la croissance économique. Onalapo (2015) trouve à l'aide de la méthode des Moindres carrés ordinaires (MCO) que l'IF (mesuré par les ratios M2/PIB et Crédit au secteur privé/PIB) stimule la croissance au Nigéria. Sahay et al. (2015) trouvent que l'effet positif de l'IF sur la croissance diminue au fur et à mesure que le niveau d'inclusion et la taille du système financier s'améliorent. Leur étude montre également que cet effet pourrait devenir négatif dans certains cas. Ce qui met en évidence l'existence des effets de seuil dans la relation entre les deux grandeurs, et rejoint l'idée selon laquelle trop de finance peut nuire à la croissance (Law et Singh, 2014 ; Arcand et al, 2015). Kwede (2015) s'intéresse au cas du Nigeria et trouve que certains indicateurs de l'IF (crédit aux petites entreprises, dépôt bancaire dans les zones rurales) impactent négativement la croissance, tandis que d'autres (crédit bancaire en milieu rural) l'impactent positivement.

Il ressort de l'étude de Appendino et al. (2019), menée sur Moyen-Orient et l'Asie Centrale à l'aide des régressions de panel, que l'IF des PME stimule la croissance économique. En outre, si le niveau d'IF des PME de ces deux régions atteint celui des pays émergents, leur croissance économique pourrait augmenter de 0.3 point de pourcentage en moyenne annuelle. Ce qui rejoint l'idée de Bhattacharya et Wolde (2010) pour qui, combler le déficit d'inclusion financière peut générer des gains substantiels en termes de potentiel de croissance. Leur estimation montre en effet que si le niveau d'accès au financement dans le Moyen-Orient atteint la moyenne mondiale, le taux de croissance annuel augmenterait de plus de 0.1 %, toute chose étant égale par ailleurs. Cet effet positif et significatif de l'inclusion ressort également de l'étude

de Kabikissa (2020) sur le Congo. Celui-ci utilise un modèle Autoregressive Distributed Lag et mesure l'IF par le nombre de banques et d'institutions de microfinance de première catégorie.

En utilisant la méthode des panels à effets spécifiques, Nankap et Megnigang (2020) ainsi que Dontsi (2021) trouvent que le Mobile Money, a un impact positif sur la croissance des pays de cette région. L'étude menée sur un échantillon de 36 pays africains par Avom et al (2021), à l'aide d'un modèle en coupe instantané estimé par la méthode des MCO, aboutit au même résultat. La particularité de leur étude est qu'ils construisent pour chacun des pays considérés, un indice composite d'IF qui intègre le Mobile Money. En s'intéressant à un échantillon de même taille, Nana Kuindja (2020) trouve que l'inclusion financière n'a pas d'impact significatif sur la croissance en ASS. Selon l'auteur, ce résultat est lié à la faible qualité des institutions en place car son étude montre par ailleurs que la significativité de cet impact est conditionnée par la qualité des institutions politiques. Il utilise la méthode des moments généralisés et capte l'inclusion financière par deux indicateurs de disponibilité et un indicateur d'utilisation des services financiers.

Dans la quasi-totalité des travaux précédents, les auteurs considèrent au plus deux dimensions de l'IF et utilisent quelques indicateurs dont les plus utilisées sont : le nombre de GAB pour 100000 adultes, le nombre de branches de banque, d'épargnants et d'emprunteurs pour 1000 adultes, les dépôts et crédits bancaires en % du PIB. L'analyse basée sur une ou deux dimensions est partielle dans la mesure où l'IF est un concept multidimensionnel. On retient à cette dernière quatre dimensions : Accès, utilisation, qualité/disponibilité et bien-être (Camara et Tuesta, 2017), même comme la Banque Mondiale (2020) recommande de ne pas s'en tenir à la dimension bien-être compte tenu de la difficulté à la capter. Chacune des dimensions peut avoir une dynamique intrinsèque diamétralement opposée à celle des autres. Les aspects de l'inclusion financière n'ont pas la même signification et ne s'aurait avoir le même effet sur la croissance.

II.2 Fragilité des Etats et croissance économique

L'OCDE (2021) définit la fragilité comme la conjonction d'une exposition à des risques et d'une capacité insuffisante de la part de l'État, d'un système ou d'une communauté à gérer, absorber ou atténuer ces risques. Elle peut être causée entre autres par des conflits (Ncube et al, 2014), l'instabilité politique (Gelbard et al, 2015) et l'instabilité macroéconomique (Alemayehu, 2017). Il ressort des études théoriques traitant de la relation entre la fragilité et la croissance que la fragilité ou les phénomènes à l'origine de celle-ci freine les activités économiques. Selon Ncube et al (2014), les conflits et l'instabilité politique pèsent

généralement sur les finances publiques et réduisent de ce fait la capacité de l'État à fournir des services publics, ce qui affaiblit les institutions et ralentit les performances économiques. En cas de conflit, les agents économiques peuvent être découragés de toute activité productive en raison du risque associé au conflit (Abdulfatai et Oluwatosin, 2021). Le déplacement social des personnes lié à l'instabilité politiques et aux conflits violents contribue à la réduction de la main d'œuvre, qui constitue un facteur important de croissance dans les PED. Les conflits et l'instabilité politique sont à l'origine des pertes de vies humaines, de la destruction d'infrastructures et d'institutions, qui peuvent entraver l'investissement et la croissance au moment des affrontements comme après ceux-ci.

Sur le plan empirique, les travaux de recherche soutiennent l'idée selon laquelle la fragilité défavorise la croissance économique. Ncube et al (2014) analysent le coût économique de la fragilité en Afrique et trouvent que les Etats fragiles perdent une occasion de doubler leur PIB/habitant initial après une période de 20 ans. L'étude de Fowowe et Folarin (2017) menée sur un échantillon de 34 pays africains révèle que la fragilité impacte négativement la croissance économique. Le FMI (2019) s'intéresse à un échantillon de 45 pays de l'ASS et trouve que les conflits ont un important effet négatif sur la croissance économique et ses déterminants notamment l'investissement, les exportations et la productivité. Une augmentation de l'intensité des conflits est en moyenne lié à une baisse du PIB réel par habitant de 3,2 points de pourcentage par an. Toutefois cet effet dépend de la qualité des institutions et des paramètres fondamentaux budgétaires au moment du déclenchement du conflit. Plus précisément, les conflits freinent davantage la croissance dans un pays doté des institutions moins solides. Il en est de même pour un pays affichant un déficit budgétaire élevé. L'étude de Abdulfatai et Oluwatosin (2021) portant sur un échantillon de 36 Etats du Nigeria, montre que les situations de fragilités affaiblissent le potentiel de croissance économique.

III- METHODOLOGIE ET DONNEES

III.1 Approche méthodologique

L'analyse du lien entre l'IF et la croissance économique s'inspire du modèle théorique de Pagano (1993), qui met en relation le secteur financier et le secteur réel. Considérons que la fonction de production d'un pays représentatif est de la forme Cobb-Douglas. Son équation est donnée par :

$$Y_t = AK_t^\alpha L_t^\beta \quad (1)$$

Avec $0 < \alpha < 1$ et $0 < \beta < 1$.

Y_t est la production nationale, A la productivité totale des facteurs de production, K_t le stock de capital physique et L_t la quantité de main d'œuvre à l'instant t .

La fonction de production par unité de travail peut s'écrire de la manière suivante :

$$y_t = Ak_t^\alpha \quad (2)$$

Avec y_t le niveau de production par tête et k_t le stock de capital physique par unité de travail.

On suppose que la croissance économique est endogène au sens de Romer (1986) et que le secteur financier contribue à la croissance à travers le canal de la productivité totale des facteurs (Pagano, 1993). La productivité totale des facteurs dépend donc entre autres, du capital humain (KH) et de la taille du secteur financier que nous supposons ici inclusif (IF). L'externalité liée au processus de production est donnée par l'équation suivante :

$$A = A_0 * IF_t^\gamma * KH_t^\delta \quad (3)$$

Avec $0 < \gamma < 1$ et $0 < \delta < 1$, A_0 est un paramètre constant.

En combinant les équations (2) et (3), la fonction de production devient :

$$y_t = A_0 * IF_t^\gamma KH_t^\delta k_t^\alpha \quad (4)$$

L'introduction du logarithme conduit à l'équation linéaire ci-dessous :

$$Lny_t = LnA_0 + \gamma LnIF_t + \delta LnKH_t + \alpha Lnk_t \quad (5)$$

Puisque la production dépend également de plusieurs autres facteurs, nous tenons compte également des variables de contrôle et le modèle économétrique à estimer est donné par l'équation ci-après :

$$Lny_{i,t} = C + \gamma LnIF_{i,t} + \delta LnKH_{i,t} + \alpha Lnk_{i,t} + BX_{i,t} + u_i + \theta_t + \varepsilon_{i,t} \quad (6)$$

Equation dans laquelle X est le vecteur des variables de contrôle (dépenses gouvernementales, ouverture commerciale, inflation), u est l'effet spécifique pays, θ est l'effet spécifique période, ε le terme d'erreur, i l'indice pays et t l'indice période.

L'échantillon étant composé des pays en situation de fragilité et des pays non fragiles, on suppose que l'impact de l'IF sur la croissance n'est pas homogène pour les deux groupes de pays. Ce qui amène à intégrer la variable croisée $IF * Dum$ et le modèle empirique devient :

$$Lny_{i,t} = C + \gamma LnIF_{i,t} + \tau(IF * Dum)_{i,t} + \delta LnKH_{i,t} + \alpha Lnk_{i,t} + BX_{i,t} + u_i + \theta_t + \varepsilon_{i,t} \quad (7)$$

Où Dum représente la variable muette qui prend la valeur 1 pour les pays en situation de fragilité et 0 pour les pays non fragiles⁵. Si le coefficient τ est significatif et négatif, on ne pourra pas rejeter l'hypothèse que l'effet de l'IF est plus faible dans les pays en situation de fragilité que dans les autres pays.

⁵ La variable muette fragile n'est pas introduite en additive puisque le modèle prend déjà en compte les effets spécifiques pays.

Pour tester la robustesse des résultats, la variable muette est ensuite remplacée par un indicateur de la fragilité (*Frag*) qui rend compte du degré de fragilité des pays. Cette variable est susceptible d'agir sur la production de manière additive à l'IF, soit de manière multiplicative, c'est-à-dire en modifiant l'impact de celle-ci sur la croissance. Le modèle empirique devient donc :

$$\text{Ln}y_{i,t} = C + \gamma \text{LnIF}_{i,t} + \tau(\text{IF} * \text{Frag})_{i,t} + \rho \text{LnFrag}_{i,t} + \delta \text{LnKH}_{i,t} + \alpha \text{Ln}k_{i,t} + \text{BX}_{i,t} + u_i + \theta_t + \varepsilon_{i,t} \quad (8)$$

Les équations (6), (7) et (8) sont d'abord estimées à l'aide des régressions de panel à effets fixes et des estimations des Moindres Carrés Généralisés (MCG). Le test de Hausman permet de choisir l'un des deux estimateurs. Les résultats ainsi obtenus peuvent être soumis au biais potentiel d'endogénéité en raison d'une causalité inverse entre l'inclusion financière et croissance. En effet, comme l'ont souligné Demircuc-Kunt et al (2017), une croissance économique plus élevée peut permettre une plus grande IF. Celle-ci est donc considérée comme variable endogène du modèle. Les erreurs de mesure, les problèmes de variables omises et les facteurs communs affectant à la fois l'IF et la croissance, peuvent également constituer des sources potentielles d'endogénéité. Pour surmonter un éventuel biais d'endogénéité influant sur les estimations, nous avons par la suite procédé à l'estimation des trois équations par la méthode des Doubles Moindres Carrés (DMC).

Le test d'endogénéité est réalisé suivant l'approche de Nakamura Nakamura qui repose sur une régression en deux étapes. Les résultats de ce test (voir tableau A1 en annexe) montrent que la variable IF est endogène au modèle. Le test de Sur identification de Sargan (tableau A2 en annexe) révèle quant à lui que la variable IF retardée de deux périodes, constitue un instrument de la variable inclusion financière. On peut donc substituer dans toutes les régressions, la variable inclusion financière par ses valeurs retardées de deux périodes.

Dans les différentes régressions, la variable IF est captée par un indice composite. La méthode de Sarma (2008) et celle de Cámara et Tuesta (2017) sont généralement utilisées pour construire l'indice composite de l'inclusion financière. Reposant sur une pondération exogène des variables rentrant dans chaque dimension de l'IF, la méthode de Sarma peut être sujette à un biais. Dans le cadre de ce travail, nous utilisons l'approche de Cámara et Tuesta (2017), qui a la particularité de reposer sur une pondération endogène des variables rentrant dans chaque dimension. Cette méthode suppose que du fait de sa multi-dimensionnalisation, l'inclusion financière n'est pas observable mais, que sa structure latente peut être déterminée par l'interaction entre un nombre considérable de variables mesurables et corrélées. Pour éviter des

biais de pondération, ces variables sont regroupées suivant les trois dimensions et une méthodologie en deux étapes est adoptée. La première étape consiste à utiliser l'analyse en composante principale (ACP) pour construire un sous-indice de chacune des dimensions considérées. Ces sous-indices sont estimés en tant que fonction linéaire des indicateurs inclus dans chaque dimension. Dans la seconde étape, la même méthode est utilisée pour calculer l'indice global. Ce dernier est estimé comme une fonction linéaire des sous-indices de dimension, chaque dimension étant pondérée en fonction de sa contribution à la construction de l'indice global.

III .2 Données et statistiques descriptives

Les estimations sont faites à l'aide des données de 26 pays de l'Afrique Sub-Saharienne sur la période 2010-2018. Le choix de cette période et l'exclusion de certains pays est dicté par la disponibilité des données pour toutes les variables.

III.2.1 Description des variables

Dans les différents modèles présentés ci-dessus, on distingue trois types de variables : *variable expliquée*, *variables d'intérêt* et *variables de contrôle*.

La croissance économique représente la variable expliquée du modèle. Elle est mesurée par le niveau de PIB réel par habitant. Une amélioration de celui-ci traduit une création de plus de richesse et donc la croissance économique. Comme variable d'intérêt, on a *la fragilité et l'inclusion financière*. Le *degré de fragilité des pays* est capté ici par l'indice des Etats fragiles proposé par Fond For Peace (FFP). Il s'agit d'un indice composite construit à l'aide des données relatives aux cinq dimensions de la fragilité à savoir l'économie, l'environnement, la politique, la sécurité et la société. Ces données concernent entre autres les conflits, l'insécurité, les violences, l'instabilité politique, la guerre, le changement climatique, la famine, le terrorisme. Un accroissement de cet indice traduit une augmentation du degré de fragilité.

En ce qui concerne *la variable inclusion financière*, elle est mesurée par un indice composite construit à partir de douze indicateurs, dont les définitions sont présentées dans le tableau 1. Ces indicateurs permettent de mesurer le niveau de l'inclusion financière sur trois aspects : *utilisation*, *disponibilité/couverture* et *accès/pénétration*. Nous aurions voulu considérer également l'aspect *qualité ou barrières* à l'accès et l'utilisation des services financiers, mais les données y afférentes ne sont pas disponibles pour tous les pays de l'échantillon sur toute la période d'étude choisie. Le capital physique (*Inv*), le capital humain (*KH*), les dépenses publiques (*Gov*), l'ouverture commerciale (*Ouv*) et l'inflation (*Inf*)

constituent nos variables de contrôle. La description et les sources de toutes les variables utilisées dans les estimations sont données dans le tableau 1 ci-après.

Tableau 1 : Définition des variables et source des données

Variables	Définition	Source
<i>y</i>	PIB par habitant en dollar constant en 2010	WDI
<i>Frag</i>	Indice des Etats fragiles	FFP
Indicateurs de disponibilité/couverture des services financiers		
Branch_Km	Nombre d'agences des banques pour 1000 km ²	FAS
GAB_Km	Nombre de GAB pour 1000 km ²	FAS
Agent_Km	Nombre de points Mobile Money pour 1000 km ²	FAS
Branch_Ad	Nombre d'agences des banques pour 100000 adultes	FAS
GAB_Ad	Nombre de GAB pour 100000 adultes	FAS
Agent_Ad	Nombre de points Mobile Money pour 100000 adultes	FAS
Indicateurs accessibilité/pénétration des services financiers		
Sav_Ac	Nombre d'épargnants pour 1000 adultes	FAS
Loan_Ac	Nombre d'emprunteurs auprès des banques pour 1000 adultes	FAS
MoMo_Ac	Nombre de compte Mobile Money pour 1000 adultes	FAS
Indicateurs d'utilisation des services financiers		
Val_Cred	Encours de crédits auprès des banque en % du PIB	FAS
Val_Dep	Encours de dépôt auprès des banques en % du PIB	FAS
Val_MoMo	Valeurs des transaction Mobile Money en % du PIB	FAS
Variables de contrôle		
Inv	Formation brute du capital fixe en % du PIB	WDI
<i>KH</i>	Indice de capital humain	CNUCED
<i>Gov</i>	Dépenses publiques de consommation exprimées en % du PIB.	WDI
<i>Ouv</i>	Somme des importations et des exportations sur le PIB	WDI
<i>Inf</i>	Indice des prix à la consommation en base 100 en 2010	WDI

III.2.2 Statistiques descriptives

Les statistiques descriptives des données utilisées sont présentées dans le tableau A3 en annexe. Ce tableau montre que sur l'échantillon étudié, le niveau moyen du PIB par habitant s'élève à 1689 dollars par an. En moyenne, le nombre d'agences de banque, de GAB et d'agents Mobile Money s'élève respectivement à 3.4, 4.9 et 180.7 pour 1000Km², et à 5.8, 10.8 et 256.9 pour 100000 adultes, traduisant ainsi une faible couverture géographique et démographique des services financiers. Le niveau moyen des dépôts, crédits et transaction Mobile Money s'élève respectivement à 29.3, 21.8 et 12.9 % du PIB, ce qui traduit une faible utilisation des services financiers. En moyenne, le nombre de compte d'épargne, de prêt et mobile pour 1000 adultes s'élève respectivement à environ 354, 55 et 430. La valeur moyenne de l'indice des Etats fragiles est de 88.1, traduisant ainsi un degré de fragilité assez élevé pour les pays de l'échantillon. Ces valeurs moyennes masquent la réalité des faits car il y a beaucoup de disparités entre les pays de l'échantillon comme le montre la forte dispersion pour la majorité des variables. Si le PIB réel par tête s'élève à plus de 6000\$ en Namibie et 8000\$ au Botswana, il n'atteint même pas 600\$ au Niger, Mozambique et Madagascar. Dans la majorité des pays de l'échantillon (pays de la zone franc, Guinée, Lesotho, Madagascar, Mozambique, Ouganda,

Zambie) on compte moins de 5 agences de banques pour 10.000 adultes, tandis qu'il s'élève respectivement à plus de 10 en Namibie et 30 au Cap Vert. Sur toute la période d'étude, l'indice de fragilité des Etats s'est établi à plus de 100 au Tchad, Guinée, Nigeria et Zimbabwe alors qu'il n'a pas atteint 70 au Botswana et Ghana.

La matrice de corrélation entre les variables utilisées est présentée dans le tableau A4 en annexe. Il ressort de ce tableau que la corrélation est positive et significative entre l'indice de l'IF et le PIB réel par tête. Il en est de même pour l'investissement, le capital humain, les dépenses publiques, l'ouverture commerciale et l'inflation. On note par contre une corrélation négative et significative entre l'indice de fragilité des Etats et le PIB réel par tête. Ce qui présume que l'IF, l'investissement, le capital humain, les dépenses publiques, l'ouverture commerciale ainsi que l'inflation favorisent la croissance économique, tandis que les situations de fragilités l'inhibent. L'analyse économétrique permet de vérifier ces présomptions.

IV- RESULTATS ET DISCUSSION

Le test de Hausman a permis de retenir le Modèle à effets aléatoires (MEA) pour toutes les régressions. Les résultats obtenus par la méthode des MCG sont présentés dans le tableau A5 en annexe. Nos conclusions sont fondées essentiellement sur les résultats d'estimation par la méthode des DMC qui sont présentés dans le tableau 2 ci-après.

Tableau 2 : Résultats d'estimation par la méthode des Doubles Moindres Carrés

<i>Variables</i>	(1)	(2)	(3)	(4)
<i>IF</i>	0.077*** (6.60)	0.092*** (7.89)	0.066*** (4.07)	0.377*** (4.72)
<i>IF*Dum</i>		-0.085*** (-6.43)		
LnFrag			-0.437* (-1.89)	-0.107 (-0.61)
<i>IF*Frag</i>				-0.004*** (-4.36)
LnInv	0.131*** (4.94)	0.141*** (6.14)	0.117*** (3.42)	0.146*** (5.20)
LnKH	0.144 (0.75)	0.386** (2.52)	0.107 (0.44)	0.523*** (2.97)
LnGov	0.020 (0.52)	0.062* (1.93)	0.021 (0.45)	0.114*** (3.00)
LnOuv	-0.045 (-1.42)	-0.09*** (-3.33)	-0.059 (-1.52)	-0.12*** (-3.48)
LnIPC	-0.053 (-1.48)	-0.10*** (-3.07)	-0.035 (-0.83)	-0.074* (-1.84)
Constante	6.615*** (9.04)	6.10*** (10.03)	8.716*** (6.52)	5.82*** (5.79)
<i>Hausman</i>	0.2163	0.4001	0.8480	0.7893
<i>Obs.</i>	199	199	199	199

Note : ***, **, * désigne la significativité à 1%, 5% et 10 % respectivement. La valeur entre parenthèse sont les *t* de Students.

A l'observation de ce tableau, on constate que le coefficient de l'indice de l'IF est positif et significatif. L'accroissement de cet indice d'une unité entraîne une augmentation du PIB réel/tête de 7.7 % (colonne 1), traduisant ainsi que l'IF stimule la création de la richesse dans les pays de l'ASS. Lorsqu'on intègre la variable croisée $IF*Dum$, l'impact de l'IF s'accroît. Le coefficient de cette variable multiplicative est négatif et significatif, traduisant ainsi que l'impact de l'IF est plus faible dans les pays en situation de fragilité que dans les pays non fragiles. En valeur absolue, ce coefficient est inférieur à celui de l'indice d'IF (colonne 2) rendant ainsi positif l'impact marginal de l'inclusion financière sur la croissance dans les pays fragiles. Ainsi, l'IF favorise davantage la croissance dans les pays non fragiles que dans les pays en situation de fragilité. Ce qui vérifie l'hypothèse selon laquelle l'impact de l'IF sur la croissance n'est pas homogène entre les deux groupes de pays.

La colonne 3 montre que l'indice de fragilité des Etats impacte négativement et significativement l'indicateur de croissance. Un accroissement de cet indice de 1 % entraîne une diminution du PIB réel/tête de 0.43%, traduisant ainsi que l'augmentation du degré de fragilité défavorise la croissance économique. L'introduction de cette variable fait diminuer l'impact favorable de l'IF sur la croissance.

L'introduction de la variable croisée $IF*Frag$ fait disparaître la significativité de la variable fragilité et augmenter l'effet de l'inclusion financière (colonne 4). L'accroissement de l'indice de l'inclusion financière d'une unité entraîne une augmentation du PIB réel/tête de 37.7 %. Pour ce qui est de la variable d'interaction entre la fragilité et l'IF, son coefficient est négatif et significatif. Un accroissement de cette variable d'une unité entraîne une diminution du PIB réel/tête de 0.4% montrant ainsi que la fragilité des états amenuise l'effet de l'inclusion financière sur la croissance. Autrement dit, plus le degré de fragilité du pays est élevé, moins l'inclusion financière stimule la croissance économique. L'impact de l'IF sur la croissance apparaît donc comme une fonction décroissante du degré de fragilité. Ainsi, les pays en situation de fragilité sont marginalisés dans les avantages de l'IF en termes de croissance.

En ce qui concerne les variables de contrôle, l'investissement, le capital humain et les dépenses publiques ont un impact positif et significatif sur la croissance dans la quasi-totalité des régressions. L'ouverture commerciale et l'inflation influencent négativement le PIB réel/tête, mais leur effet n'est pas significatif dans toutes les régressions. Si l'on s'en tient à la colonne 2, un accroissement du taux d'investissement de 1 % entraîne une augmentation du PIB réel par habitant de 0.14%. Un accroissement du degré d'ouverture du même taux induit une diminution du PIB réel/tête de 0.09 %.

V- CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Cet article analyse l'impact de la fragilité des Etats sur la relation entre l'inclusion financière et la croissance économique dans la région Afrique Sub-Saharienne. Celle-ci connaît depuis le début de la dernière décennie, une baisse de sa croissance économique, une amélioration progressive de l'IF et un accroissement des phénomènes perturbateurs qui conduisent la majorité des pays dans les situations de fragilité. L'analyse mobilise douze indicateurs d'IF pour construire un indice composite. Il ressort de l'estimation des modèles de panel à effets spécifiques par la méthode des Doubles Moindres Carrés que : l'IF stimule la croissance économique dans les pays de l'Afrique Sub-saharienne ; les situations de fragilité réduisent cet effet permettant ainsi que l'IF favorise moins la croissance dans les pays fragiles. Ces résultats montrent ainsi que la promotion de l'inclusion financière dans cette région permettra aux pays membres de créer davantage de richesse et que la lutte contre la fragilité leur permettra de profiter pleinement des effets bénéfiques de l'inclusion financière. Tout ceci amène à formuler quelques recommandations de politique économique :

Les pouvoirs publics doivent intégrer les cours d'éducation financière dans le programme d'enseignement secondaire pour promouvoir la culture financière permettant ainsi aux catégories sociales non bancarisées de comprendre le bien-fondé de la finance formelle, et de dissiper les sous-entendus et malentendus qui sont monnaies courantes dans le secteur de la finance. Etant donné que le service Mobile Money permet aux catégories sociales les plus exclus du secteur bancaire classique, notamment les populations rurales et à faible revenu, d'accéder facilement et rapidement aux services financiers, et de participer de ce fait aussi à la croissance, il serait nécessaire de promouvoir le développement de cette innovation financière. Pour ce faire, les Etats peuvent réduire les taxes sur la vente des téléphones portables de faible valeur pour permettre aux plus pauvres de s'en approprier à moindre coût. Ils doivent également encourager les compagnies de téléphonie mobile à davantage s'installer dans les zones reculées en leur accordant des remises d'impôts fonction de la part d'investissements que ces compagnies y ont consacré.

La qualité des infrastructures physiques (routes, réseau électrique, télécommunications) doit être améliorée pour encourager les établissements de microfinance ainsi que les agents Mobile Money de s'implanter davantage dans les zones rurales. Ce qui rendra l'accès des populations de ces zones aux services financiers facile, rapide et moins coûteux. Dans le but d'accroître le taux de bancarisation, des actions en faveur de la réduction et de l'allègement des procédures d'ouverture d'un compte bancaire doivent être menées. Pour ce faire, les Pouvoirs

Publics doivent encourager les stratégies susceptibles de rapprocher la banque le plus près possible du client comme c'est le cas actuellement des services financiers mobiles et des opérations de collecte journalière effectuées par les représentants des EMF.

L'Etat et les autorités de régulation peuvent accompagner les intermédiaires financiers dans cette initiative en définissant un cadre réglementaire qui veille non seulement sur la sécurisation des fonds de collecte journalière et des fonds Mobile Money, mais aussi sur la protection propriétaires. Les pouvoirs publics peuvent également prendre des mesures incitatives pour encourager les intermédiaires financiers à diminuer le montant minimum de dépôt exigé à l'ouverture d'un compte bancaire, qui s'avère être assez élevé pour les personnes à faible revenu.

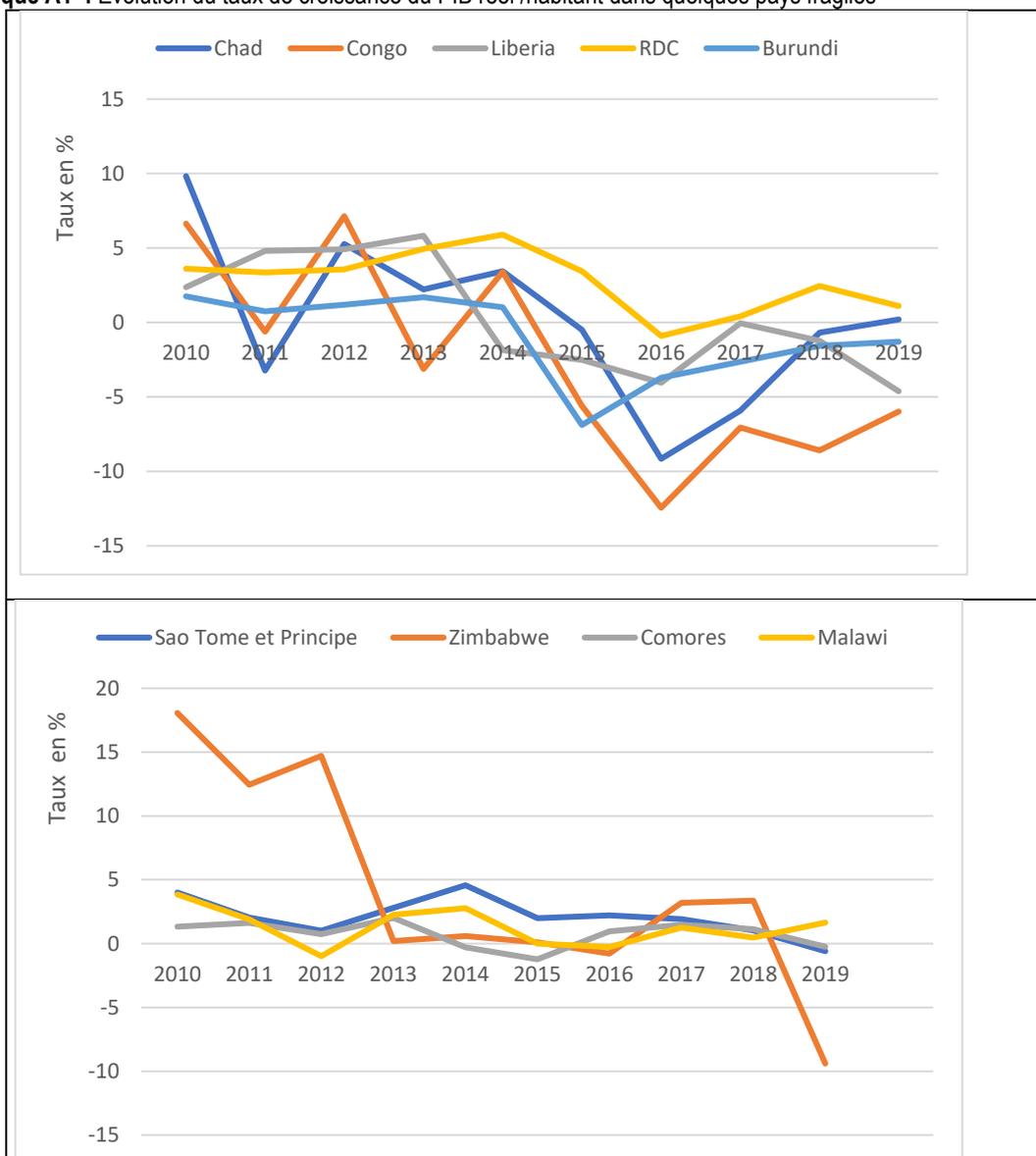
Afin de lutter contre la fragilité, les pouvoirs publics pourraient créer des opportunités d'emplois pour les jeunes et la distribution équitable des revenus nationales ; ce qui contribuera à la réduction de la pauvreté et des inégalités, et amènera par conséquent la stabilité. Ils devraient également promouvoir les droits humains et renforcer les institutions publiques. Une manière de lutter contre l'instabilité politique consisterait à réduire la durée au pouvoir et à clarifier le processus électoral.

ANNEXES

Liste des 26 pays

Pays fragiles : Tchad, Comores, Cote d'Ivoire, Guinée, Guinée-Bissau, Mali, Togo et Zimbabwe. **Pays non fragiles** : Angola, Benin, Botswana, Burkina Faso, Cap vert, Cameroun, Ghana, Kenya, Lesotho, Madagascar, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Rwanda, Sénégal, Ouganda et Zambie (FMI, 2019).

Graphique A1 : Evolution du taux de croissance du PIB réel /habitant dans quelques pays fragiles



Source des données : Banque Mondiale, World Development Indicators, 2020.

Tableau A 1 : Résultats du test d'endogénéité de Nakamura Nakamura.

Première étape : régression de l'inclusion financière sur son instrument et les variables exogènes						
Random-effects GLS regression			Number of obs		=	199
Group variable: code			Number of groups		=	26
indice	Coef.	Robust Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
L2.IF	1.006856	.0538346	18.70	0.000	.901342	1.1123
LnInv	-.0916493	.1546372	-0.59	0.553	-.3947327	.2114341
LNKH	.9133674	.4545979	2.01	0.045	.0223718	1.804363
LnGov	.2412559	.2050928	1.18	0.239	-.1607186	.6432303
LnOUV	-.147026	.1643462	-0.89	0.371	-.4691385	.1750866
LnIPC	-.0452357	.2093962	-0.22	0.829	-.4556448	.3651733
_cons	-2.457433	2.084459	-1.18	0.238	-6.542897	1.628031
. predict res_IF (option xb assumed; fitted values) (61 missing values generated)						
Deuxième étape : régression de la variable expliquée sur les variables explicatives et l'instrument						
Random-effects GLS regression			Number of obs		=	199
Group variable: code			Number of groups		=	26
corr(u_i, X) = 0 (assumed)			Wald chi2(7)		=	53.16
			Prob > chi2		=	0.0000
LnY	Coef.	Robust Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
IF	.0051832	.0260931	0.20	0.843	-.0459583	.0563247
res_IF	.0654563	.0378299	1.73	0.084	-.0086889	.1396014
LnInv	.1408414	.0426205	3.30	0.001	.0573067	.2243761
LNKH	.3101588	.3047395	1.02	0.309	-.2871197	.9074372
LnGov	.0536706	.0624836	0.86	0.390	-.0687951	.1761362
LnOUV	-.0443394	.0534442	-0.83	0.407	-.1490881	.0604092
LnIPC	-.0534975	.0658108	-0.81	0.416	-.1824844	.0754894
_cons	5.898531	1.155529	5.10	0.000	3.633735	8.163327

Tableau A 2: Résultat du test de sur identification de Sargan

G2SLS random-effects IV regression			Number of obs		=	199
Group variable: code			Number of groups		=	26
corr(u_i, X) = 0 (assumed)			Wald chi2(6)		=	132.25
			Prob > chi2		=	0.0000
LnY	Coef.	Std. Err.	z	P> z	[95% Conf. Interval]	
IF	.0596251	.0106305	5.61	0.000	.0387897	.0804606
LnInv	.1242552	.0248526	5.00	0.000	.0755449	.1729654
LNKH	.299865	.1765141	1.70	0.089	-.0460963	.6458263
LnGov	.0497271	.0366691	1.36	0.175	-.0221429	.1215972
LnOUV	-.0548268	.0297428	-1.84	0.065	-.1131216	.003468
LnIPC	-.0347668	.0338468	-1.03	0.304	-.1011054	.0315718
_cons	5.951107	.6789784	8.76	0.000	4.620334	7.28188
sigma_u	.61053229					
sigma_e	.04614109					
rho	.99432083	(fraction of variance due to u_i)				
Instrumented: indice						
Instruments: LnInv LNKH LnGov LnOUV LnIPC L2.IF TCE						
.Overid						
Tests of overidentifying restrictions:						
Basman test 0.310 Chi-sq(1) P-value = 0.5774						
Sargan N*R-sq test 0.317 Chi-sq(1) P-value = 0.5731						

Tableau A3 : Statistiques descriptives des variables

Variable	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
y	260	1689,924	1667,472	465,3888	8092,967
Branc_KM	260	3,38867	6,191507	0,03017	31,26551
GAB_KM	260	4,939177	8,735007	0.020648	50,86849
Agent_KM	251	180,6501	526,8615	0	4400
Agent_Ad	251	256,9668	396,2846	0	2500
Branch_Ad	260	5,755949	6,106991	0,620564	34,15222
GAB_adul	260	10,82583	14,327	0,39508	72,44603
Val_dep	260	29,25758	22,46394	4,938982	192,7821
Val_Cred	260	21,8123	15,63897	1,7537	136,1448
Val_MoMo	257	12,92503	38,09212	0	535,732
MoMo_Ac	259	430,3396	498,2345	0	2007,444
Save_Ac	260	354,4113	423,7923	18,9508	2187,067
Loan_Ac	260	55,46959	68,9772	0,44878	317,2904
Gov	260	15,28879	6,944131	3,587513	41,88798
Inv	260	23,26983	7,508604	5,885067	52,4183
Ouv	260	68,80768	26,28098	20,72252	147,8027
IPC	260	126,4834	34,38826	97,91629	268,3608
KH	260	35,77518	4,907478	23,60449	45,9
Dum	260	0,3076923	0,462428	0	1
Frag	260	88,05731	11,9142	62	113,3

Tableau A4 : Matrice de corrélation des variables

	LnY	IFC	LnFrag	LnInv	LNKH	LnGov	Lnouv	LnIPC-
LnY	1.000							
IF	0.556	1.000						
LnFrag	-0.539	-0.462	1.000					
LnInv	0.231	0.223	-0.339	1.000				
LNKH	0.527	0.681	-0.591	0.104	1.000			
LnGov	0.142	0.319	-0.391	0.278	0.278	1.000		
LnOUV	0.256	0.256	-0.407	0.422	0.198	0.595	1.000	
LnIPC	0.149	0.168	-0.000	0.125	0.193	-0.082	-0.022	1.000

Tableau A 5 : Résultats d'estimation par la méthode des moindres carrés Généralisés

Variables	(1)	(2)	(3)	(4)
IF	0,059*** (4,10)	0,061*** (8,16)	0,041*** (6,44)	0,0604** (2,22)
IF*Dum		-0,036*** (-3,12)		
LnFrag			-0,371*** (-3,11)	-0,36*** (-3,04)
IFC*Frag				-0,002 (-0,72)
LnInv	0,133*** (5,93)	0,123*** (6,83)	0,124*** (6,80)	0,124*** (6,8)
LnKH	0,715*** (4,84)	0,557*** (4,99)	0,503*** (4,48)	0,514*** (4,52)
LnGov	0,080** (2,48)	0,099*** (3,85)	0,099*** (3,79)	0,101*** (3,83)
LnOuv	-0,041 (-1,48)	-0,073*** (-3,12)	-0,052** (-2,25)	-0,055** (-2,34)
LnIPC	0,023 (0,72)	-0,0219 (-0,78)	0,033 (1,23)	0,029 (1,05)
Constante	4,01*** (7,43)	4,9*** (11,55)	6,398*** (9,56)	6,359*** (9,45)
Hausman Obs	0,4265 251	0,5485 251	0,8781 251	0,7056 251

Note : ***, **, * désigne la significativité à 1%, 5% et 10 % respectivement. La valeur entre parenthèse sont les t de Students

BIBLIOGRAPHIE

ABDULFATAI A. ET A. OLUWATOSIN (2021). L'impact de la fragilité sur la croissance et la pauvreté au Nigeria : Une analyse désagrégée au niveau de de l'Etat. Document du travail FW-002, CREA, Nairobi.

ALEMAYAHU, G. (2017). Macroeconomic management in fragile states of Africa : Issues and challenges. An AERC research project on Growth in Fragile States in Africa, African Economic Research Consortium, Nairobi.

APPENDINO, M., BIBOLOV A., FOUEJIEU A., LI J., NDOYE A. PANAGIOTAKOPOULOU A., SHI, W. SYDORENKO T., BLANCHER N. (2019). L'inclusion financière des petites et moyennes entreprises au Moyen-Orient et en Asie Centrale. Document de travail du FMI, N°19/02.FMI, Washington, DC.

ARCAND J., BERKES E. et U. PANIZZA (2015). Too Much Finance?. *Journal of Economic Growth*, 20, 105-148.

ASSADI, D. ET A. CUDI. (2011). Le potentiel d'inclusion financière du Mobile Banking : une étude exploratoire. *Management & avenir*, 6 (46), 227-243.

AVOM D., B. CHRYSOST et H. NDOYA. (2021). Measuring financial inclusion in Africa Countries. *Economics Bulletin*, 20 pages.

- Banque Africaine de Développement (2020). Perspectives économiques en Afrique. Banque Africaine de Développement, 2020.
- BANQUE MONDIALE (2020). Financial inclusion, an overview.
- BECK T., DEMIRGUC-KUNT A. et M. MARTINEZ PERIA (2007). Reaching out : Access to and use of banking services accross countries. *Journal of Financial Economics*, 85(1), 234-266.
- BHATTACHARYA R. et H. WOLDE (2010). Constraints on Growth in the MENA Region. *IMF Working Paper 10/30*. International Monetary Fund, Washington, DC.
- CÁMARA ET TUESTA (2017). Measuring financial inclusion: a multidimensional index. *Irving Fisher committee on Central Bank Statistics*, Bank of International Settlements.
- DEMIRGUC-KUNT A., L. KLAPPER and D. SINGER (2017). Financial Inclusion and Inclusive Growth : A Review of Recent Empirical Evidence. *Policy Research Working Paper*, N°8040, World Bank, Washington DC.
- DONTSI (2021). Les effets du système Mobile Money sur la croissance économique : le cas des pays de la CEMAC. *Journal of Small Business & Entrepreneurship*.
- FINANCIAL ACCESS SURVEY (2019). www.imf.org
- FMI (2019), Perspectives économiques régionales : Reprise dans un contexte de grande incertitude. Avril 2019.
- FOWOWE B. and E.O. FOLARIN (2017). Understanding inclusive growth in Africa's fragile states: Any role for fragility and financial inequalities?. An AERC research project on Growth in Fragile States in Africa. African Economic Research Consortium, Nairobi.
- FUND FOR PEACE (FFP). Database, 2020. <https://fundforpeace.org>
- GELBARD E., C. DELECHAT, U. JACOBY, M. PANI, M. HUSSAIN, G. RAMIREZ, R. XU, E. FULI and MULAJ D. (2015). Building resilience in sub-Saharan Africa's fragile states. African Departmental Paper Series, IMF. <http://dx.doi.org/10.5089/9781513550015.087>.
- GUIEZE J-L. (2014). L'inclusion financière en Afrique subsaharienne. *Eco conjoncture*, BNP Paribas, economic-research.bnpparibas.com.
- KELKAR, V. (2010). Financial inclusion for inclusive growth. *ASCI Journal of Management*, 39(1), 55-68.
- KHAN, R. (2012). Financial inclusion and financial stability : are the two sides of the same coin ?. *RBI Monthly Bulletin*, 553-563.
- KWEDE F. (2015). Financial Inclusion and Economic Growth in Africa: Insight from Nigeria. *Australian Journal of Business Science Design et Literature*, 08(1), 71-82.

- NANA KUINDJA R. (2020). Inclusion financière et croissance économique en Afrique Sub-Saharienne : le rôle de la qualité des institutions. *Global journal of management and business research*, 20 (12).
- NANKAP SEUJIB A. et MEGNIGANG, D.G. (2020). Inclusion financière et croissance économique en zone CEMAC : Le cas de la finance mobile. *Bulletin Economique et Statistique N°8*, BEAC, 45-63.
- NCUBE, M., B. JONES and BICABA Z. (2014). Estimating the economic cost of fragility in Africa. *AfDB Working Paper Series*, N°197, African Development Bank, Tunis.
- NGEPAH, N. and NGEPAH R. (2017). Exploring the nexus of growth, inequality and fragility in Africa. An AERC research project on Growth in Fragile States in Africa, African Economic Research Consortium, Nairobi.
- OBSTFELD M. (1994). Risk-taking, Global diversification, and growth . *American Economic Review*, 3(8),1310-1329.
- OCDE (2021). Etats de fragilité 2020. Editions OCDE, Paris.
- ONALAPO A. R. (2015). Effects of financial inclusion on the economic growth of Nigeria (1982-2012). *International Journal of Business and Management Review*, 3(8), 11-28.
- OTCHERE I. (2016). Financial inclusion and development in Africa: gaps, challenges and policy recommendations. *18th AERC senior policy seminar*, 22nd -23rd March, 2016, Nairobi, Kenya.
- PAGANO M. (1993). Financial Market and Growth: An Overview. *European Economic Review*, 37, 613-622.
- SAHAY R. et al. (2015). Financial Inclusion: Can It Meet Multiple Macroeconomic Goals?. IMF Staff Discussion Note 15/ 17. *International Monetary Fund*, Washington DC.
- SARMA M. (2008). Index of Financial Inclusion. *Indian Council for Research on International Economic Relations*.
- WORD DEVELOPMENT INDICATORS (2022). database 2020.